

### Section des Yvelines

Dans son article « Financement des retraites : l'enjeu des cotisations patronales », Bernard FRIOT, professeur d'économie et sociologie à l'université Paris X, écrivait : « On oublie toujours, quand on raisonne sur l'avenir des retraites, que le PIB progresse d'environ 1,6 % par an, en volume, et donc qu'il double, à monnaie constante, en 40 ans. C'est pourquoi nous avons pu multiplier par 4,5 les dépenses de pension depuis 1960 ».

Pourquoi une information aussi déterminante est-elle censurée ? Parce que tout simplement un petit calcul facile, montrerait que ceux qui nous gouvernent, nous prennent pour des demeurés.

- En effet : si aujourd'hui 10 actifs produisent un gâteau de 100 et qu'ils ont à charge 4 retraités. C'est 14 personnes qui se partagent un gâteau de 100. Ainsi la part de chaque personne est de (100 : 14) soit 7,14.

- Si dans quarante ans, 10 actifs produisent un gâteau de 200 et qu'ils ont à charge 8 retraités. Ce seront 18 personnes qui se partageront un gâteau de 200. Ainsi la part de chaque personne sera de (200 : 18) soit 11,1. C'est limpide !

Il sera donc possible de financer des retraites au même niveau qu'avant leurs réformes à remonter le temps. De plus, la part de gâteau restante pour l'investissement et l'élévation du niveau de vie sera bien plus importante en 2040 (en monnaie constante).

Alors, où est donc le problème ? Pourquoi cet acharnement à détruire un système qui fonctionne bien ? Parce que le système social français, mis en place par le Conseil national de la résistance (CNR) en 1945, met en rage les hommes d'affaires et les financiers pour des raisons évidentes. Par exemple, il leur est impossible de réaliser des plus values « boursières » sur 40% de notre part salariale (les fameuses cotisations sociales patronales) qui payent notre retraite et notre santé, en toute dignité et responsabilité.

N'oublions pas que ces cotisations sociales représentent notre salaire différé qui est le fruit de notre travail. Il ne s'agit ni d'assistanat ni de charité patronale comme le laisse entendre une mauvaise propagande. Et c'est bien là que se situe tout l'enjeu de leurs réformes : les classes dirigeantes rêvent de faire main basse sur notre salaire différé. Pour s'emparer de cette « galette », leur stratégie consiste à réduire nos droits pour nous contraindre, de plus en plus, à financer notre santé et notre retraite par des assurances privées.

Ils ont d'ailleurs déjà commencé : les réductions de cotisations patronales se multiplient depuis 2002 et atteignent déjà près de 30 milliards chaque année. Combien de ces 30 milliards sont allés aux investissements productifs ? Combien d'emplois créés ? Quelle efficacité au regard des sommes englouties ? Quelle évaluation ? De plus, le fait que notre système fonctionne bien sans aller faire un tour sur les tapis verts des casinos boursiers met en évidence l'inutilité et le rôle prédateur des acteurs de la sphère financière. Ceci est confirmé de façon magistrale dans le Monde Diplomatique de Février sous le titre : « Faut-il fermer la bourse? »